
CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1952

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

**AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
DOUANES ET CONVENTIONS COMMERCIALES**

Mercredi 29 octobre 1952. — *Présidence de M. Rochereau, président.* — Le président a entretenu les membres de la Commission des voyages d'information qu'il a effectués aux U. S. A., au Danemark et en Suède.

Après avoir observé qu'aux U. S. A. les prix agricoles étaient directement liés aux prix industriels et qu'entre eux existait un parallélisme constant, le Président a indiqué l'importance prise dans ce pays par les services de statistiques équipés de la manière la plus rationnelle et qui constituent l'instrument nécessaire de la politique économique.

Il a ensuite souligné combien tout développement d'une entreprise, quelle qu'elle soit, était soumis à une mise de fonds considérable au titre des investissements et remarqué que ceux-ci étaient rendus possibles grâce à l'existence d'un marché monétaire et financier abondamment pourvu de capitaux à taux d'intérêt peu élevé.

Il a enfin attiré l'attention des Commissaires sur le développement remarquable de la recherche scientifique pure et appliquée.

Le Président, après avoir évoqué rapidement son voyage en Suède et au Danemark, où il a été frappé également par le perfectionnement de l'organisation statistique et le développement de la recherche scientifique, a conclu en insistant sur la nécessité, pour la France, de poursuivre activement son équipement de base, notamment dans le domaine agricole et de se doter d'un appareil statistique et de recherche scientifique de premier ordre, seul moyen de tenir sa place dans le concert des grandes puissances économiques.

AGRICULTURE

Mercredi 29 octobre 1952. — *Présidence de M. Dulin, président.* — La Commission a reconduit MM. Borgeaud, Brettes et Jean Durand, comme candidats pour représenter le Conseil de la République à la Commission consultative de la viticulture.

Elle a ensuite procédé à la nomination de :

— M. Doussot comme rapporteur des propositions de résolution :

a) (n° 344, année 1952) de M. Auberge, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en vue d'enrayer le développement de la fièvre aphteuse dans l'Allier, d'accorder une aide efficace aux éleveurs sinistrés et de prévoir les mesures propres à éviter le retour d'un semblable fléau ;

b) (n° 357, année 1952) de M. Primet, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour enrayer l'épizootie actuelle de fièvre aphteuse ;

c) (n° 479, année 1952) de M. Auberge, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide matérielle exceptionnelle et immédiate aux cultivateurs de l'Allier gravement sinistrés par l'épidémie de fièvre aphteuse ;

— M. Primet comme rapporteur de la proposition de résolution (n° 421, année 1952) de M. Courrière, tendant à inviter le Gouvernement à obtenir par les moyens dont il dispose une diminution sensible du prix des munitions de chasse ;

— M. Restat comme rapporteur des propositions de résolution :

a) (n° 461, année 1952) de M. Namy, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux sinistrés du fait de la tornade et des chutes de grêle en Seine-et-Oise ;

b) (n° 463, année 1952) de M. Coudé du Foresto, tendant à l'octroi de secours aux sinistrés des départements de l'ouest.

A la demande des rapporteurs, la Commission a, par ailleurs, décidé de reporter à une de ses prochaines séances l'examen des propositions de résolution :

(n° 170, année 1952) de M. Estève, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux ostréiculteurs victimes des tempêtes des 28 et 29 mars 1952 ayant éprouvé les installations de la baie du Mont-Saint-Michel et notamment de Cancale ;

(n° 187, année 1952) de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'abroger les dispositions de la loi du 12 août 1941 et l'arrêté du 5 janvier 1952 interdisant dans certains départements le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux.

M. Restat a ensuite exposé les conclusions de son projet de rapport sur la proposition de loi (n° 354, année 1952) tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage.

Après avoir développé les arguments d'ordre juridique et pratique qui militaient en faveur du rejet du texte adopté par l'Assemblée Nationale, le rapporteur a préconisé l'adoption d'une

formule tendant à reporter l'entrée en jouissance du propriétaire ayant exercé avec succès son droit de reprise, à l'expiration de l'année culturale qui suivra celle au cours de laquelle aura été notifié au preneur le jugement accordant la reprise.

Par 9 voix contre 5 et une abstention, la Commission a repoussé un amendement de M. Darmanthé tendant à reporter, en cas de reprise effective, l'entrée en jouissance du propriétaire à l'expiration du bail en cours. Elle s'est ensuite ralliée par 9 voix contre 4 et 2 abstentions au texte proposé par M. Restat.

M. Brousse a ensuite exposé les conclusions de son projet de rapport favorables à l'adoption, dans le texte de l'Assemblée Nationale, de la proposition de loi (n° 355, année 1952) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948 relatif au prix des baux à ferme.

Un échange de vues d'ordre général s'est instauré au cours duquel se sont dégagées des tendances favorables et hostiles aux conclusions du rapporteur.

M. Boivin-Champeaux, rapporteur pour avis de la proposition de loi au titre de la Commission de la Justice et de législation, a souligné que, s'il convenait de permettre la révision du prix abusif de certains fermages, il n'était pas pour autant nécessaire et souhaitable de porter aussi gravement atteinte à la liberté des contrats. Il a également insisté sur les conséquences de l'adoption du texte dans sa teneur actuelle et les difficultés auxquelles donnerait lieu son application.

Par 11 voix contre 3, la Commission a repoussé la prise en considération du texte voté par l'Assemblée Nationale. A la suite de ce vote, M. Brousse s'est démis de ses fonctions de rapporteur.

M. Driant a été désigné pour le remplacer.

Jeudi 30 octobre 1952. — *Présidence de M. Dulin, président.* — M. Dulin a fait part à ses collègues de l'émotion qu'avait suscitée dans les milieux agricoles le compte rendu, publié dans un certain nombre de journaux, des récentes déclarations du Président du Conseil. Il a indiqué qu'en raison de la gravité de ces propos, la Commission de l'Agriculture devait obtenir du chef du Gouvernement leur confirmation ou leur démenti.

M. Biset, Président de la Fédération nationale des producteurs de lait, a ensuite été entendu sur le même sujet.

A la suite d'un bref échange de vues, la Commission a décidé d'arrêter, au cours de sa prochaine séance, l'attitude qu'elle adoptera sur cette question.

DÉFENSE NATIONALE

Mercredi 29 octobre 1952. — *Présidence de M. Rotinat, président.* — La commission a désigné M. Schleiter comme rapporteur du projet de loi (n° 471, année 1952) relatif aux travaux mixtes.

Elle a émis le vœu d'entendre, au cours de sa prochaine réunion, M. René Pleven, Ministre de la Défense Nationale, sur les crédits militaires pour l'exercice 1953.

Elle a regretté, enfin, que le Ministre de la Défense Nationale n'ait pas cru devoir informer le Conseil de la République des derniers développements des événements d'Indochine après avoir exposé l'ensemble de la question à l'Assemblée Nationale.

FINANCES

Mercredi 29 octobre 1952. — *Présidence de M. Alex Roubert, président.* — *Au cours d'une première séance, tenue dans la matinée,* la Commission a entendu M. Hirsch, Commissaire général au Plan. Après avoir fourni des renseignements chiffrés permettant d'apprécier les résultats généraux de l'exécution du plan de modernisation et d'équipement pendant les années 1947 à 1952, le Commissaire général a indiqué dans quelles conditions a été exécuté le programme d'investissements de 1952. Puis il a dégagé les objectifs généraux du nouveau plan, tant dans la Métropole que dans les Territoires d'Outre-Mer et a souligné que des formules devaient être trouvées qui permettraient le financement des investissements par le développement des ressources d'épargne. Il a enfin répondu aux questions que lui ont posées les commissaires et notamment MM. Jean Berthoin, Rapporteur général, Bousch, Coudé du Foresto, Laffargue, Maroger, Pellenc et Walker.

Au cours d'une seconde séance, tenue dans l'après-midi, la Commission a entendu M. André Morice, Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, et M. Tissier, Président du Conseil d'Administration de la S. N. C. F. Ce dernier a fourni des éléments d'appréciation des résultats des exercices précédents et de l'exercice en cours concernant l'évolution du trafic ferroviaire, la productivité et notamment les effets des améliorations techniques. Puis il a brossé un tableau de la situation financière et de la gestion de la S. N. C. F., traitant successivement des questions de personnel, de structure des services, des charges sociales et de la politique des tarifs.

Le Ministre des Travaux publics a ensuite traité le problème des relations financières entre l'Etat et la S. N. C. F. en analysant les dispositions de l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention de 1937.

Ils ont enfin répondu aux questions qui leur ont été posées par les commissaires et notamment : MM. Jean Berthoin, Rapporteur général, Bousch, Chapalain, Clavier, Coudé du Foresto, Laffargue, Maroger, Pellenc, Alex Roubert, président et Walker.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Jeudi 30 octobre 1952. — *Présidence de M. Bousch, vice-président.* — La Commission a décidé de se saisir pour avis des projets de loi :

a) (n° 486, année 1952) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et Commerce).

M. Bousch a été nommé rapporteur pour avis de ce texte ;

b) (n° 436, année 1952) organisant le contrôle des ententes économiques et assurant la liberté de la production et du commerce.

c) (n° 471, année 1952) sur les travaux mixtes.

RECONSTRUCTION ET DOMMAGES DE GUERRE

Jeudi 30 octobre 1952. — *Présidence de M. Bernard Chochoy, président.* — La commission a procédé à un examen officieux du projet de loi (n° 4266 A. N.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953. (Reconstruction et Urbanisme).

Après un échange de vues auquel ont pris part le Président, ainsi que M^{me} Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. André, Dupic, Jozeau-Marigné, Lemaitre et Plazanet, la commission a décidé de demander au Ministre des précisions sur le régime des retraites et la situation des contractuels.

La commission a ensuite chargé M. Jozeau-Marigné de suivre les travaux de la Commission des Finances (article 26 du règlement).

Elle a, d'autre part, décidé de manifester, dans une lettre adressée au Président du Conseil, son émoi de la réponse faite le 23 octobre par le Secrétaire d'Etat aux Finances à une question orale posée par le Président. Le déblocage de 5 milliards ne saurait remplacer l'emprunt de 15 milliards qui avait été annoncé le 16 octobre par le Président du Conseil, lorsqu'il avait reçu la délégation de la commission.

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER TROIS DEMANDES EN AUTORISATION DE POURSUITES CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE (n^{os} 465, 466 et 467, année 1952)

Mercredi 29 octobre 1952. — *Présidence de M. Boivin-Champeaux, président d'âge.* — Réunie pour se constituer, la commission a désigné M. Boivin-Champeaux comme Président et M. Marcilhacy comme rapporteur des demandes en autorisation de poursuites.